



Éducation et sociétés plurilingues

44 | 2018
Varia

Nos sociétés seront bientôt confrontées à de nouveaux défis

Gilbert Dalgalian



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/esp/2043>
ISSN : 2532-0319

Éditeur

Centre d'Information sur l'Éducation Bilingue et Plurilingue

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2018
Pagination : 1-2
ISSN : 1127-266X

Référence électronique

Gilbert Dalgalian, « Nos sociétés seront bientôt confrontées à de nouveaux défis », *Éducation et sociétés plurilingues* [En ligne], 44 | 2018, mis en ligne le 08 février 2019, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/esp/2043>

ÉDITORIAL: NOS SOCIÉTÉS SERONT BIENTÔT CONFRONTÉES À DE NOUVEAUX DÉFIS

Gilbert DALGALIAN

***Parole-chiavi:** filosofia, diversità, accettazione dell'Altro, sfida, flussi migratori, richiedenti asilo politico*

Notre revue a pour nom *Éducation et sociétés plurilingues* et pour bien marquer notre philosophie ce nom s'exprime en deux langues, l'italien et le français.

Car il y a bien une philosophie sous-jacente à notre engagement pour les langues – toutes les langues – pour le plurilinguisme, mais aussi pour l'ouverture culturelle et l'acceptation de l'Autre dans toute sa diversité.

Pourtant cet engagement va de plus en plus se heurter à un défi massif et mondial auquel il vaut mieux être intellectuellement préparé. Je veux parler des flux migratoires, notamment en provenance d'Afrique, mais aussi du Proche Orient. Ils ne manqueront pas de solliciter partout – et d'abord pour notre revue – une réflexion d'ensemble. Laquelle se posera dans un contexte transformé, un véritable test pour notre vision d'une société plurilingue, ouverte à l'Autre.

En effet, il n'y a aucune raison pour que les flux migratoires se tarissent. Au contraire, tous les paramètres sont réunis pour que ces flux deviennent à plus ou moins court terme un *raz-de-marée* et un défi politique majeur pour tous les pays développés et pour l'Union Européenne en particulier.

Bien entendu, je ne mets pas dans le terme «*raz-de-marée*» l'idée de submersion, telle que les extrêmes-droites essaient partout de l'instrumentaliser pour faire des migrants des boucs émissaires. Il s'agit ici de souligner l'ampleur des migrations à venir.

Pourquoi prévoir un *raz-de-marée*? Toutes les conditions sont déjà réunies et en passe de s'aggraver:

- les sécheresses et les désertifications, la pénurie des ressources d'eau et le recul des productions agricoles traditionnelles – que le réchauffement climatique va encore exacerber, le tout sur fond de sous-développement et d'une explosion démographique sans précédent – vont pousser non plus des milliers, mais bientôt des millions

- d'Africains et d'autres sur les routes de l'exil.
- les situations de guerres civiles et/ou de dictatures dans nombre de ces pays ne feront qu'aggraver encore la poussée migratoire. À cette échelle, la distinction entre migrants économiques et demandeurs d'asile politique n'a plus aucun sens. Sous des formes certes différentes ces migrations ont toutes un fondement politique.
 - la solution qui consiste à fixer ces populations sur leur propre sol par une aide au développement – comme l'envisage le gouvernement français – arrive bien trop tard. Si elle se voulait efficace, cette aide au développement nécessiterait à peu près l'équivalent des budgets de la défense de l'ensemble de l'Union Européenne. Option qui est aux antipodes des orientations actuelles.
 - bien au contraire, l'Europe a choisi partout d'investir sur le repli sur soi et le renforcement des frontières. La mesure la plus révélatrice de cette politique anti-migrants, c'est l'octroi par l'UE de trois nouveaux milliards d'euros à la Turquie pour fixer les migrants sur place.

La question pour notre revue, dans un contexte de repli nationaliste presque partout, sera celle-ci: comment anticiper et accompagner les flux migratoires? Comment aider à construire une stratégie d'accueil, de soutien et de formation de ces hommes, femmes et enfants qui s'extirpent avec courage d'un horizon de misère structurelle, mais que les pays développés, nos gouvernements, ne sont pas prêts à accueillir?

Aurons-nous les mots, le courage, les arguments pour expliquer et organiser l'accueil? Ce, face aux poussées nationalistes et démagogiques partout? Devrons-nous expliquer encore et encore que la diversité ethnoculturelle exige de tous un respect mutuel et que ce respect doit d'abord se manifester dans l'acceptation des langues de chacun. Ce qui nécessite la possibilité de les enseigner lorsque les effectifs sont présents et qu'une demande s'exprime clairement. Cela exige également que l'accès à ces langues n'enferme pas les élèves dans des ghettos, mais soit ouvert à tous les enfants quelles que soient leurs origines. Et qu'en outre, la conception de ces enseignements de langues ne contribue en aucune façon à nourrir des communautarismes. Le principe de laïcité se fonde sur ces deux exigences: le respect de la diversité, mais aussi l'accès de tous aux avantages – linguistiques et culturels – de cette diversité.

Dans tous les cas de figure, le choix sera entre le retour de l'ethnocentrisme plus ou moins extrême et le difficile chemin vers une société arc-en-ciel, seule issue pour des humanistes conscients de l'unicité de l'espèce humaine et porteurs des solidarités vitales.